

COMMUNIQUE DE PRESSE

BRANCHE DES ORGANISMES DE FORMATION

LA FEDERATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE FFP REFUSE LE PLURALISME

Paris, le 19 janvier 2018

Le Syndicat national des organismes de formation (SYNOFDES) a été reconnu représentatif par un arrêté du ministère du travail en date du 3 octobre 2017.

La FFP, seule représentante jusqu'ici de l'immense diversité des employeurs du secteur, entame alors des discussions autour d'un protocole d'accord entre nos deux organisations ce qui ne l'empêche pas, sans nous en avertir, cela va de soi, de déposer une requête attaquant l'arrêté de représentativité nous concernant.

On appréciera la loyauté et l'élégance du procédé.

Les arguments mis en avant méritent l'examen, y compris de la part des adhérents de cette Fédération.

Entre autres perles, nous ne serions pas aptes à représenter les employeurs car notre ancrage dans l'économie sociale et solidaire fait de nous l'instrument d'un projet politique d'organisation de la société !! Les adhérents associatifs et coopératifs de la FFP apprécieront !

Nous n'aurions pas participé aux travaux paritaires depuis notre création ! et pour cause, la FFP que nous avons sollicitée à l'époque pour siéger à ses côtés nous avait adressé un refus catégorique arguant qu'elle représentait tout le monde et qu'en conséquence le pluralisme était inutile ! Dès lors on peut se poser des questions sur la démocratie interne et sur le pluralisme au sein même de cette fédération qui en fait ne semble porter que les intérêts de quelques-uns.

Au-delà de ces péripéties assez puériles, les véritables raisons d'une telle panique interrogent : La FFP craint-elle à ce point la fin de son monopole de représentation de la branche auprès des partenaires sociaux et des institutions partenaires ou craint-elle que nos désaccords sur l'avenir de la formation professionnelle fassent de l'ombre à son lobbying incessant pour « libéraliser » le secteur, entendre par là, favoriser une vision purement lucrative pour ses membres les plus importants (cf. notre Livre blanc oct. 2017). Ce n'est pas notre vision, ni de l'usage que l'on doit faire des fonds des entreprises et des pouvoirs publics, ni de l'intérêt des publics notamment les demandeurs d'emploi, les personnes faiblement ou pas qualifiées ou encore les salariés des TPE-PME. Mais a-t-on déjà lu une analyse de cette fédération s'intéressant à ces personnes !

Pour tout contact :

Michel Clézio, Président

06 82 57 97 22